

« Penser l'avenir au temps de Georges Pompidou »
(6-7 novembre 2014, IRCAM)

SÉLECTION DE DISCOURS DE GEORGES POMPIDOU

Contenu :

Les choix économiques nationaux.....	2
<i>Les transformations de l'agriculture.....</i>	<i>2</i>
<i>L'information économique.....</i>	<i>3</i>
<i>Emploi, chômage et prévision.....</i>	<i>3</i>
<i>Petit commerce et grandes surfaces.....</i>	<i>3</i>
<i>VIe Plan et croissance.....</i>	<i>4</i>
<i>Les choix énergétiques.....</i>	<i>4</i>
<i>La conquête de marchés étrangers.....</i>	<i>5</i>
<i>Les risques de désindustrialisation.....</i>	<i>5</i>
<i>Le développement économique et industriel.....</i>	<i>6</i>
L'aménagement du territoire.....	6
<i>La régionalisation.....</i>	<i>6</i>
<i>La ville et la voiture.....</i>	<i>7</i>
<i>La circulation à Paris.....</i>	<i>7</i>
<i>La Bourgogne.....</i>	<i>8</i>
<i>La région toulousaine.....</i>	<i>8</i>
<i>L'avenir de la sidérurgie lorraine.....</i>	<i>8</i>
L'économie mondiale.....	9
<i>Les délocalisations.....</i>	<i>9</i>
<i>La libération des échanges.....</i>	<i>9</i>
<i>Le système monétaire international.....</i>	<i>10</i>
<i>Le choc pétrolier.....</i>	<i>11</i>
Questions internationales.....	11
<i>La dissuasion nucléaire.....</i>	<i>11</i>
<i>L'aide au développement.....</i>	<i>12</i>
<i>L'Europe de l'Est.....</i>	<i>12</i>
<i>La construction européenne.....</i>	<i>13</i>
<i>L'union économique et monétaire de l'Europe.....</i>	<i>13</i>
La société moderne.....	14
<i>Le rôle de la presse.....</i>	<i>14</i>
<i>L'avenir de l'enseignement supérieur.....</i>	<i>14</i>
<i>La jeunesse.....</i>	<i>14</i>
<i>La crise de la civilisation occidentale.....</i>	<i>15</i>
<i>Individu et société.....</i>	<i>18</i>
<i>La langue française.....</i>	<i>18</i>
<i>La France de demain.....</i>	<i>18</i>
<i>Le quinquennat.....</i>	<i>19</i>

Les choix économiques nationaux

Les transformations de l'agriculture

Nous nous trouvons en présence d'une révolution économique. Nous n'y pouvons rien. La trouverions-nous mauvaise qu'elle est là. D'ailleurs rien n'est mauvais dans le progrès. Le problème est de savoir en tirer parti. La révolution économique fait que l'urbanisation se développe, que les populations des villes grandissent et que les méthodes modernes d'exploitation permettent des rendements très supérieurs, donc une production fortement accrue. Il y a par conséquent nécessité pour les agriculteurs de pouvoir vendre des quantités de produits chaque jour plus importantes vers la ville ou vers les marchés étrangers proprement dits.

En même temps, l'évolution des mœurs, l'évolution du niveau de vie font que les jeunes agriculteurs d'aujourd'hui, à plus forte raison ceux de demain, n'envisagent pas de vivre dans les conditions difficiles qui étaient celles de leurs parents ou de leurs grands-parents. L'idée de vivre sur soi-même, sur sa propre exploitation est une idée dépassée. Ils veulent non seulement utiliser les méthodes modernes d'exploitation, mais aussi trouver leur subsistance, leurs vêtements, leur confort, les éléments de leur niveau de vie, dans le commerce, par l'achat effectué à la ville, des produits de l'industrie et de la transformation. Le problème de la rentabilité se pose dès lors directement. Est-ce que la vente des produits de leur exploitation leur permettra ces achats, leur permettra d'atteindre ce niveau de vie, et je dirai même plus encore, ce mode de vie que désormais tout le monde exige et en particulier les jeunes, et en particulier les jeunes femmes ? Voilà donc pour la France toute entière et plus encore pour ces provinces, particulièrement tournées vers l'agriculture, les problèmes qui se posent, surtout depuis la fin de la dernière guerre et depuis que l'évolution s'est accélérée.

[...]

Nos agriculteurs vont avoir à leur disposition un marché national et même international qui demande une production différente de celle d'autrefois. Il ne s'agit plus pour chaque consommateur d'aller choisir dans la ferme qu'il connaît, chez le fermier qu'il connaît, le fromage préparé comme il l'aime « lui ». Il s'agit de vendre des productions de masse. Le commerce et la clientèle des villes, la clientèle internationale surtout, demandent une production de qualité régulière, de présentation identique et exigent donc un véritable bouleversement dans la production, dans la transformation et dans le conditionnement.

D'autre part, il est bien évident que si l'agriculteur se borne à produire et ne s'occupe pas des étapes suivantes, il se trouvera livré purement et simplement sur les marchés au gré des intermédiaires, des industriels et des commerçants. Les prix seront alors non pas fixés dans l'intérêt du producteur et sous la pression des producteurs eux-mêmes, mais déterminés en fonction du seul intérêt des intermédiaires entre producteur et consommateur. Il faut donc que la profession s'organise pour intervenir au stade de la transformation [...] et au stade de la commercialisation.

[...]

Ainsi donc, mesdames et messieurs, je voudrais devant un public particulièrement qualifié pour entendre parler d'agriculture, que vous preniez conscience de l'importance de l'effort qui est fait et qui doit être fait ; importance de l'effort demandé à la profession, dans son organisation ou sa réorganisation, dans ses rapports avec l'administration, et sa bonne coopération avec elle, importance de l'effort d'imagination et de l'effort matériel et financier que l'État fait et est prêt à faire. Mais cet effort doit aboutir et non pas simplement nous permettre de durer quelques temps encore. Il doit nous permettre de nous rénover, de nous transformer, et de devenir réellement l'agriculture répondant aux besoins de la France et de l'Europe de demain et assurant en même temps à nos agriculteurs un niveau de vie convenable. Il y faut, croyez-moi, une action conjuguée et une action de longue durée.

Discours d'Aurillac (14 octobre 1967)

L'information économique

« Le gouvernement [...] a décidé, en 1964, la création du Comité de liaison entre l'INSEE et les organisations professionnelles, syndicales et sociales, destiné à améliorer les informations statistiques portées à la connaissance des différents syndicats et organisations professionnelles. Il a, d'autre part, inscrit dans le V^e Plan les éléments généraux d'une programmation indicative en valeur dont justement le Centre d'Études des Revenus et des Coûts aura à suivre l'application. [...]

Sans doute est-il nécessaire que le gouvernement, responsable du progrès de l'économie, veille de près à la réalisation des objectifs prévus par le Plan. Mais il ne l'est pas moins que les groupes sociaux et les organisations professionnelles conservent un rôle de discussion, de négociation, et, dans le domaine qui est le leur, de décision. [...] Sans doute enfin faut-il dresser périodiquement le constat de l'évolution de notre économie, afin de détecter les mouvements anormaux générateurs de tension, mais il serait dangereux que cette vérification prît la forme d'un contrôle autoritaire et tracassier. [...]

Le Centre d'Études des Revenus et des Coûts n'est ni un organisme arbitral, ni une magistrature morale, ni un instrument de police des salaires. C'est un moyen de connaissance et d'étude au service de l'ensemble de l'économie française. »

*Installation du Centre d'Études des Revenus et des Coûts
au Commissariat général au Plan (22 avril 1966)*

Emploi, chômage et prévision

« En ce qui concerne le problème de l'emploi, je crois avoir déjà dit [...] que c'était un problème qui, dans une société comme la nôtre, se posait en permanence. [...] Parce que nous sommes dans une époque où toutes les activités, en particulier les activités industrielles, se transforment constamment, que du jour au lendemain certaines professions, en tout cas certaines spécialisations devenaient périmées. [...]

Nous ne pouvons pas laisser les chômeurs sans ressources. Mais nous devons, avant tout, essayer de leur trouver un emploi. Tout en sachant parfaitement que nos efforts doivent tendre à éviter le chômage, nous ne pouvons et personne ne le fera jamais, assure à qui que ce soit n'importe quel emploi de son choix, le jour venu, au lieu où il le veut. Cela n'est pas possible. Il faut une certaine mobilité. Nous ne pouvons pas éviter qu'il y ait quelques grincements dans la machine. D'où la nécessité de la prévision.

Nous essayons d'en faire. C'est le but de la Direction de la Prévision. Nous avons largement amélioré l'instrument de la prévision économique, aussi bien par l'usage de machines que par la formation du personnel. Nous essayons de penser à cinq ans, à dix ans, à quinze ans, d'employer les méthodes les plus modernes, les cerveaux les plus évolués.

Il n'en restera pas moins qu'on se trompera toujours dans la prévision la mieux calculée; et on le voit bien, d'ailleurs, dans les comptes de la Nation, faits par année, mais qu'il faut réviser six mois après. On s'aperçoit que les prévisions ont été déjouées pour une marge relativement modeste par les événements. Mais dans le domaine de l'emploi, les conséquences en sont rapides. C'est pourquoi c'est le domaine dans lequel l'effort de prévision doit être le plus grand, mais quel qu'il soit la prévision ne pourra jamais assurer dans ce domaine une pleine connaissance du phénomène. C'est un des problèmes vitaux pour l'économie moderne. »

Interview à Jeunes Patrons (n° 207, août-septembre 1967)

Petit commerce et grandes surfaces

« Si la production de masse et la distribution concentrée doivent constituer demain la base du système économique moderne, le commerce de détail, la petite entreprise, l'artisanat, y trouveront de nouvelles raisons d'être en tant que complément indispensable de la grande entreprise. Le développement des supermarchés entraîne la création de petits commerces, la

grande industrie multiplie les sous-traitances. Mais il y a plus. Il est certain, et c'est en tout cas ma conviction, que ce sera un besoin essentiel pour l'homme et comme le témoignage de sa liberté que de pouvoir, en dehors des produits de première nécessité ou de grande consommation, s'adresser à une consommation plus personnelle et plus individualisée. »

Discours à l'Assemblée nationale (10 octobre 1967)

VI^e Plan et croissance

« Gabriel Farkas, *France-Soir* – M. le Président, estimez-vous que les options du VI^e Plan sont suffisamment ambitieuses pour assurer l'industrialisation accélérée de la France et atteindre les objectifs de votre gouvernement ?

Georges Pompidou – À l'heure actuelle, le gouvernement n'a pas encore défini sa position ultime sur le VI^e Plan, mais enfin en gros, on en connaît les lignes. Nous allons choisir un taux d'expansion qui sera aux approches de 6%. Nous pensons qu'on peut l'atteindre sans tension inflationniste trop sévère et qu'on peut l'atteindre dans une situation de l'emploi convenable ; nous pensons qu'un taux général aux approches de 6% se traduit ou peut se traduire, en tout cas, par un développement de la production industrielle de l'ordre, peut-être, de 7,5% par an. Ce qui correspond à l'objectif que je me suis fixé de doubler à peu près la production industrielle de la France dans quelques dix années.

On pourrait imaginer un taux d'expansion plus élevé et on pourrait probablement l'atteindre, sous réserve toutefois de la situation internationale qui ne dépend pas de nous, car un plan ne peut pas être quelque chose de rigide et qu'on soit sûr d'appliquer. Nous avons des échanges extérieurs beaucoup trop importants avec des prévisions qui nous montrent un bénéfice venant de l'extérieur de l'ordre de 10 milliards de francs en 1975. Avec un commerce extérieur de cette importance, il est évident que la conjoncture de nos voisins et de nos clients aura un retentissement forcé sur notre propre expansion.

Mais même si je mets à part l'élément extérieur, je dirai qu'on pourrait probablement se fixer un taux plus élevé, qu'on pourrait l'atteindre, et qu'on pourrait peut-être même l'atteindre sans inflation, à une condition, c'est d'aggraver sérieusement la pression fiscale ; je ne suis pas sûr que ceux qui réclament un taux plus élevé soient en même temps partisans de l'augmentation de la pression fiscale ! J'ajoute que la France est un pays en pleine mutation où il y a encore des transformations considérables qui s'imposent, que toutes les mutations et les transformations se traduisent finalement par des douleurs humaines, et qu'à aller trop vite et trop bousculer c'est de la souffrance humaine que l'on fabrique. Or, je crois que l'économie a autant au moins pour objet le bonheur des hommes que leur richesse. »

Conférence de presse (21 janvier 1971)

« Il vaut mieux connaître les problèmes liés au progrès et qui seront résolus, plutôt que la douce quiétude de la stagnation qui fut le lot de l'économie française entre les deux guerres. »

Discours de Mâcon (29 octobre 1970)

Les choix énergétiques

« Il nous appartient de concevoir une politique de l'énergie, politique d'autant plus importante pour la France que nos ressources propres sont modestes et sans commune mesure avec nos besoins. C'est d'ailleurs un trait commun des pays de l'Europe occidentale : cette région du monde ne dispose par exemple que de 1 à 2% des réserves pétrolières connues alors que le Proche-Orient et l'Afrique en recèlent 70%. Une telle distorsion entre la production et l'utilisation constitue un des problèmes majeurs du monde. Les crises récentes l'ont montré clairement. Sans doute, la fermeture du Canal de Suez a-t-elle joué un rôle déterminant dans l'immédiat, mais le problème de fond demeure et appellera sans aucun doute des solutions nouvelles dans les années à venir. La France pour sa part y est prête, comme elle l'a montré et le montrera dans ses rapports non seulement avec différents pays du Proche-Orient, mais aussi

avec tous ceux où nous développons nos recherches. Même si des difficultés spécifiques avec l'Algérie ont momentanément quelque peu masqué les données permanentes de notre politique, celle-ci, claire et bien souvent affirmée, garde pour objet d'assurer notre indépendance économique sans porter bien entendu en rien atteinte à l'indépendance d'autrui.

La recherche de cet objectif nous impose une double diversification. Tout d'abord, et compte tenu du fait que pendant au moins une quinzaine d'années encore le pétrole et le gaz naturel garderont la toute première place dans notre alimentation énergétique, nous devons diversifier nos sources d'approvisionnement. C'est ce qui est entrepris, tant dans les efforts de recherche menés par nos deux grands groupes pétroliers que par les contrats d'achat passés ou en discussion ou encore par des accords d'État à État. Gaz de France en ce domaine doit avoir une politique résolument dynamique.

En second lieu, nous avons décidé d'accélérer notre programme d'utilisation de l'énergie nucléaire, considéré comme un facteur important d'indépendance énergétique. En effet, nous disposons en France même de ressources en uranium non négligeables et les accords passés notamment, mais pas uniquement, avec différents pays de l'Afrique francophone, garantissent notre approvisionnement. L'utilisation des techniques actuellement au point et que nos sociétés vont pouvoir assimiler complètement en peu d'années permet d'ores et déjà à l'énergie nucléaire d'être compétitive, compte tenu surtout de l'augmentation du prix des produits pétroliers. De plus, le succès prévisible des surrégénérateurs, technique dans laquelle nous sommes, grâce au Commissariat à l'Énergie Atomique, au premier rang de la recherche mondiale, ne pourra qu'accentuer encore le rôle de cette forme d'énergie. »

*25^e anniversaire d'EDF et GDF au centre de recherche des Renardières
(12 mai 1971)*

La conquête de marchés étrangers

« Si nous voulons pouvoir par conséquent supporter la concurrence étrangère chez nous, où elle va venir se développer (et je m'en félicite) il convient que nous allions nous-mêmes porter la concurrence à l'extérieur. Il convient que l'industriel et le commerçant français aient désormais l'état d'esprit, et je dirai l'obsession, de l'exportateur. Il convient que nos industriels se préoccupent d'aller prospecter les marchés étrangers, d'aller y prendre place, d'y acheter ou d'y créer des circuits commerciaux, de faire des enquêtes sur les besoins et sur les goûts des clients étrangers, en se préparant à les satisfaire. Il convient pour cela qu'ils aient perpétuellement la volonté d'augmenter dans leurs ventes la proportion des marchés étrangers par rapport à celle du marché national.

Bien sûr, l'existence d'un important marché national est fondamentale. Bien sûr, le support d'une clientèle locale et nationale est essentiel. Mais nous devons désormais comprendre que cela ne suffit plus et qu'une proportion chaque jour plus importante de nos ventes doit se faire hors de nos frontières et de préférence dans les pays industriellement développés. C'est là que nous devons porter la concurrence, parce que c'est de là qu'elle nous vient. »

Inauguration de la Foire de Lyon (15 mars 1964)

Les risques de désindustrialisation

« Il est bien certain que la routine est la pente la plus naturelle, la plus facile. Mais je voudrais véritablement qu'en dehors même de l'esprit de jeunesse, de volonté, d'énergie que manifeste la France à l'heure actuelle – et que son industrie manifeste, elle aussi – en dehors de cela, l'industrie française perçoive que pour elle c'est un danger de mort. Si elle ne se lance pas dans cette bataille, elle s'apercevra dans dix ans, dans quinze ans, qu'elle est pratiquement rayée de la carte industrielle du Marché commun.

Bien sûr, cela ne se passera pas comme ça. Il n'y aura pas un matin où on se réveillera et où on se dira : tiens, on n'a plus d'industrie ! Ce sera très long, ce sera lent, ce sera progressif, mais petit à petit cela se fera. Parce que nous avons en face de nous des hommes actifs, des

capitaux, des techniques et une volonté d'expansion, il faut que nous ayons cette même volonté pour les battre chez nous et chez eux et pour tirer de la concurrence tout ce qu'elle a de stimulant. Après quoi, il est possible qu'on s'aperçoive qu'il faut arriver à une certaine notion, je n'oserai pas dire de planification parce que je provoquerais des réactions dans certains pays du Marché commun, mais d'harmonisation à l'échelle des Six. On y viendra sans doute aussi. »

Dîner des Jeunes patrons (27 avril 1964)

Le développement économique et industriel

À la stagnation de notre population a succédé une expansion démographique salubre : la France de 1870 avait près de 40 millions d'habitants et la France de 1940 toujours 40 millions. Aujourd'hui, elle en a plus de cinquante ! Alors qu'en 1939, notre production industrielle était de 10% inférieure, je dis bien inférieure, à ce qu'elle avait été en 1913 et se tenait complètement à l'écart des techniques modernes, nous avons, depuis 10 ans surtout, progressé à une cadence qui est la première de tous les pays occidentaux. Notre revenu national a dépassé celui de la Grande-Bretagne. Nous avons dans les domaines les plus avancés – énergie nucléaire, espace, aéronautique, électronique, informatique, exploration des océans – conquis notre place dans le peloton de tête des nations. Non par un vain désir de prestige, mais par la conviction que le monde moderne est dominé par le progrès scientifique et technique et qu'un pays qui ne consent pas l'effort intellectuel et financier nécessaire pour être dans le train est condamné irrémédiablement à la médiocrité et à la dépendance.

Nos ambitions ne s'en tiennent pas à ce qui est acquis. Notre agriculture, poursuivant sa modernisation, trouvera chaque jour davantage dans le Marché Commun les raisons d'être de son activité et de sa productivité. Notre puissance industrielle est encore insuffisante ; nous prétendons la doubler dans les 10 années qui viennent, ce qui devrait permettre de combler la plus grande partie de l'écart entre la production annuelle de la France et celle de la République fédérale d'Allemagne et de mettre à égalité le revenu individuel des habitants des deux pays. Nous entreprenons avec le concours des professionnels et l'incitation de l'État, le développement systématique de nos exportations, affirmant ainsi la présence économique française partout dans le monde, assurant l'équilibre de nos échanges, garantissant la valeur de notre monnaie. »

Discours de Toulouse (7 mai 1971)

L'aménagement du territoire

La régionalisation

« La région doit être un apport, un élément positif, un élément d'incitation d'action surajoutée ; elle ne doit en aucun cas être une espèce d'arrêt sur le chemin déjà si lent des décisions administratives de l'État.

En second lieu, la région ne doit pas oublier qu'elle est et qu'elle regroupe des départements. Or, le département constitue une organisation ancienne qui a fait ses preuves et qui, non seulement dans ses réalités propres économiques, sociales et autres, mais dans sa vie administrative, dans la vieille habitude de travailler ensemble, qu'ont prise les Préfets représentants de l'État et les Conseils généraux élus par la population, a ses traditions, mais aussi son efficacité. J'ai été frappé, partout où je suis allé, et dans toutes ces régions de France, qu'à bien des égards il m'arrive, il m'est arrivé de connaître et de visiter à un moment ou à l'autre de ma vie, j'ai toujours été frappé de ce que les luttes politiques, les discussions, les contradictions s'atténuent à l'échelon du département. Et que lorsque l'administration et le Conseil général qui n'étaient pas toujours du même avis sur ceci ou cela, s'attaquaient ensemble aux problèmes concrets, eh bien, on avançait et on travaillait. Il y a là des réalités et la Région doit commencer par se dire qu'elle ne doit pas chercher à s'y substituer ni à les détruire. Elle doit au contraire s'appuyer sur ses départements. D'autre part, elle doit chercher non pas le saupoudrage, ce qui a été très bien dit, mais les tâches d'intérêt commun à ces départements, qui

pourraient être oubliés parce qu'elles ne sont vitales pour aucun d'entre eux ou qu'elles dépassent leurs moyens. La Région doit les intéresser, doit les obliger à s'entendre entre eux et par là même, la Région, par conséquent, doit apporter aux départements le sens de leur interdépendance et le sens de la nécessité de concerter leurs efforts au lieu de rester chacun renfermé sur ses propres revendications. »

Discours de Poitiers (24 janvier 1974)

La ville et la voiture

« Alain Fernbach – *En dehors du Salon, monsieur le Président, l'automobile, c'est un problème énorme et vous avez dit à plusieurs reprises : « la ville doit s'adapter à la voiture » et chacun aujourd'hui attend de l'automobile la liberté d'évasion et on aboutit à la paralysie, à l'encombrement. Alors comment sortir de ce paradoxe ?*

Georges Pompidou – Oui, on m'a fait dire, j'ai dit, en effet : la ville peut s'adapter. Et on m'a fait dire : le président de la République trouve que l'automobile doit avoir le pas sur tout le reste et que la ville n'a qu'à s'y soumettre et les habitants s'y soumettre. Ce n'est pas du tout mon point de vue : je n'ai pas parlé de soumission, j'ai parlé d'adaptation et cette adaptation en réalité doit être réciproque.

Qu'est-ce que cela veut dire dans mon esprit ? Cela veut dire que dans une grande ville comme Paris, par exemple, il doit y avoir des voies rapides pour traverser Paris du Nord au Sud, d'Est en Ouest et autour de la grande ville, cela pour l'automobile. Cela veut dire aussi qu'il faut favoriser les transports en commun, taxis, autobus, et par conséquent avoir des règlements qui leur permettent de circuler facilement et que ces règlements soient observés et qu'on les fasse observer, ce qui n'est pas toujours le cas.

Et puis cela veut dire, inversement, que de même qu'il y a des voies en quelque sorte réservées à l'automobile, il doit y en avoir réservées aux piétons et je regrette pour ma part très vivement qu'on n'aille pas plus vite. Je souhaite que les autorités parisiennes accentuent leur effort et développent ce qu'on appelle les voies piétonnières. Au début il y aura des cris. En particulier les commerçants craignent que cela leur nuise. L'expérience des villes étrangères prouve qu'au contraire cela attire les promeneurs, les flâneurs. On regarde les vitrines et finalement cela développe le commerce et cela permet en tout cas une sorte de liberté d'allure pour les piétons alors que le contact et le mélange du piéton et de l'automobile tourne toujours au désavantage du piéton. »

Entretien avec Alain Fernbach (5 octobre 1973)

La circulation à Paris

« La circulation dans Paris, je la connais bien ! Comme dans toutes les grandes capitales, elle constitue un problème presque insoluble. [...] Les préoccupations de l'Administration et du Gouvernement s'orientent dans les trois directions suivantes :

1. Tracer, en dépit de la configuration de la ville, des artères à circulation rapide ;
2. Éviter la paralysie par le développement des moyens de stationnement ;
3. Développer les transports en commun, et notamment les transports souterrains.

[...]

Le Gouvernement est, pour sa part, décidé à poursuivre l'effort d'organisation et d'équipement déjà entrepris. Il y consacrera les moyens financiers nécessaires, mais il s'attachera aussi à tenir compte dans son action des données techniques et des contingences d'urbanisme propres à la capitale. Paris a, en effet, un passé, une originalité, une vocation qui méritent les plus grands égards. Le Parisien ne doit pas être regardé uniquement comme un automobiliste pressé; il faut sauvegarder ou plutôt retrouver la promenade, voire la flânerie, comme on a retrouvé le silence. Il faut arriver à purifier l'atmosphère des vapeurs d'essence, pour des raisons d'hygiène mais aussi d'agrément. N'oubliez pas non plus que Paris est, dès

maintenant, une des villes les plus denses du monde. Le problème de la circulation doit donc y être pensé à long terme en fonction des perspectives de développement de toute l'agglomération et de la région qui l'entoure. »

Interview pour France-Soir (octobre 1966)

La Bourgogne

« Grâce à ses richesses agricoles, à ses zones industrielles, à la base intellectuelle et technique que constitue l'Université de Dijon avec ses 12 000 étudiants, à un réseau de télécommunications modernes, la Bourgogne trouvera dans ce rôle de carrefour autoroutier européen les éléments d'un développement considérable. L'industrie, le commerce, le tourisme en tireront un accroissement illimité, permettront à la Bourgogne d'être un centre de peuplement et d'activité de première importance et créant ainsi une zone d'équilibre et de liaison entre ces grands centres industrialisés qui s'appellent Paris, Lyon, la Lorraine et la région Franche-Comté-sud de l'Alsace.

Il me reste à souhaiter que ce développement s'accomplisse sans détruire vos paysages, sans défigurer vos cités, sans nuire aux vignobles admirables de la Côte-d'Or si bien nommée. Il y a là non pas seulement souci d'esthétique ou nostalgie du passé, mais un élément essentiel pour l'avenir de notre société. Il s'agit pour la France de développer sa production et donc sa puissance, de se moderniser et donc de s'industrialiser, sans pour autant méconnaître les périls de la civilisation technique, dont le plus grave serait de détruire le cadre de vie que nous ont légué les siècles et qui reste le mieux adapté à l'homme. Bien au-delà du folklore, c'est notre équilibre social et moral qui est en cause. »

Discours aux Hospices de Beaune (29 octobre 1970)

La région toulousaine

« Dernière question mais non la plus simple : l'avenir industriel. Si la situation actuelle est bonne, elle n'est pas entièrement saine et cela pour les deux raisons. D'abord, parce que, mises à part des activités anciennes et qui ne sont plus en expansion, l'industrie toulousaine est trop uniquement centrée sur l'aérospatial et risquerait peut-être dans un avenir actuellement non prévisible, mais notre devoir est de tout prévoir, de souffrir d'un éventuel changement dans l'évolution technique ou économique de ce secteur.

Ensuite, parce que l'ensemble constitué par la Faculté des Sciences, les Écoles scientifiques et les Instituts de technologie dépasse les besoins actuels de l'économie toulousaine. Il convient donc d'établir une liaison étroite, comme cela s'est fait à Grenoble par exemple, entre les centres universitaires et les milieux économiques, afin de susciter de nouvelles activités d'autant plus souhaitables qu'elles disposeront d'un environnement intellectuel exceptionnel et de cadres compétents en grand nombre. Faute qu'on le comprenne, l'industrie toulousaine garderait ses faiblesses et le complexe scientifique de Rangueil-Lespinet déboucherait en partie sur le vide.

Discours de Toulouse (7 mai 1971)

L'avenir de la sidérurgie lorraine

« Traditionnellement confrontés avec l'Allemagne, autrefois là sur le champ de bataille, aujourd'hui dans la compétition économique, technique, culturelle, on peut se demander si nous sommes en mesure de tenir le coup et je suis ici mes amis, pour vous dire oui. Bien sûr nous ne pouvons pas éviter les nécessités de l'évolution, mais ce n'est pas d'aujourd'hui que la crise a commencé, que le problème s'est posé et un certain nombre, un grand nombre de reconversions ont déjà été accomplies. C'est d'abord le cas du minerai de fer ou sans doute la production a été dans ces dernières années ralentie, diminuée en quantité où, par contre, la productivité, grâce aux dirigeants et aux ingénieurs et grâce au travail des hommes et des ouvriers a été en quelques années, presque triplée, de telle sorte que, à une production qui était descendante, correspondait

une diminution plus grande encore des emplois. Ce que je puis vous dire aujourd'hui, autant qu'on soit sûr des prévisions économiques mais les nôtres sont raisonnables, c'est que la production du minerai de fer est désormais stabilisée en quantité. Il va de soi que cela pourra entraîner encore un certain nombre de réduction d'emplois sans offre de réemploi avec garantie d'ancienneté.

Quant à la sidérurgie, il est vrai qu'elle a connu depuis la guerre une première époque de reconversion, qu'elle va en connaître et qu'elle en connaît actuellement une seconde. La sidérurgie lorraine était ancienne. Comme toute industrie ancienne, elle était dans une certaine mesure vieillie. Et se trouvait confrontée avec les industries voisines, notamment la sidérurgie allemande, qui, détruite par la guerre, a retrouvé dans cette destruction même la possibilité d'un renouvellement total. Il fallait donc regarder la réalité en face et il fallait mettre la sidérurgie française en mesure d'être compétitive par rapport à ses voisins. Ce n'est pas d'aujourd'hui que l'action a commencé. »

Allocution prononcée à Longwy (13 avril 1972)

L'économie mondiale

Les délocalisations

« Sans faire du nationalisme et encore moins du chauvinisme, il n'est pas imaginable que l'économie d'un pays ou même que tout un secteur de l'économie passe sous le contrôle d'un investisseur étranger et surtout d'un investisseur lointain. [...] Il ne faut pas oublier que des sociétés étrangères qui ont aujourd'hui beaucoup d'argent, et une volonté d'expansion et de développement, peuvent se trouver dans cinq ans, dans dix ans, dans quinze ans, devant des difficultés, et devant la nécessité de réduire leur production. Eh bien ! Où la réduira-t-on ? Selon toute probabilité on la réduira dans l'usine lointaine avant de la réduire dans les usines de la société-mère.

Et par conséquent on peut se trouver dans des décisions graves, prises par des gens qui sont parfaitement dans leurs droits de propriétaires, dans leur conception de la vie des affaires, mais qui peuvent être amenés par la nature des choses à méconnaître certaines réalités politiques, sociales, humaines, du pays où ils sont installés. Il y a là un risque, et un risque que nous ne pouvons accepter de courir. Et puis, il va de soi qu'un pays dont toute l'industrie appartiendrait à un capital étranger ne s'appartiendrait plus à lui-même. »

Dîner des Jeunes patrons (27 avril 1964)

La libération des échanges

« Jusqu'à une date récente, la France a vécu en circuit presque fermé grâce à un système protectionniste qui réservait à son agriculture et à son industrie son marché intérieur et celui de son empire colonial. Peut-être n'avez-vous pas mesuré la portée des décisions prises par le général de Gaulle depuis 1958 et qui ont complètement transformé notre comportement.

La décolonisation n'a pas eu que des conséquences politiques. Certes, la France a gardé une position privilégiée dans les États issus de son ancien empire, mais progressivement la concurrence s'y installe et joue.

La mise en œuvre du Marché commun a d'autre part entraîné la disparition complète des droits de douane entre les six pays membres. Il n'existe plus aucune frontière douanière entre la France et ses partenaires. Vous savez quel est le dynamisme de l'industrie allemande par exemple. Concluez-en que l'industrie française a dû et doit consentir un effort considérable pour se mettre en mesure de résister.

Peut-être pensez-vous que cette libération de nos échanges est atténuée par l'existence du Tarif extérieur qui assure la protection de la Communauté européenne. Ce serait oublier que ce Tarif extérieur est modéré et que la position libérale adoptée par la Communauté et par la France lors de la négociation Kennedy a encore accentué ce caractère. Lorsque les effets de la négociation Kennedy joueront complètement, en 1972, le Tarif extérieur commun représentera une baisse de 60% en moyenne de la protection douanière française antérieure, et sera très largement inférieur à la protection des tarifs douaniers anglais ou américain.

Enfin, vous le savez, la France a adopté une attitude positive à l'égard de la candidature britannique, ce qui veut dire qu'elle envisage comme possible, voire probable, l'élargissement de la Communauté.

Ainsi donc, depuis 10 ans, la France a renoncé à son protectionnisme traditionnel et a opté pour le plus large libéralisme dans le domaine des échanges extérieurs.

Il s'en suit nécessairement un certain nombre de conséquences dans nos rapports avec le reste du monde. Avec les pays de l'Est, nos relations qui se développent considérablement et favorablement, restent liées à des accords d'État à État. Avec les pays du Marché commun, elles sont, pour ce qui est des mouvements de marchandises, entièrement libérées. Les mouvements de capitaux restent soumis à diverses réglementations, en particulier du fait de l'existence provisoire du contrôle des changes instauré en France, l'an dernier. Avec la Grande-Bretagne et avec les pays de l'AELE, contrairement à ce que l'on croit généralement, le commerce de la France et des pays du Marché commun s'est, dans les deux sens, développé ces dernières années plus rapidement qu'il ne l'a fait entre les pays membres de l'AELE elle-même. Mais l'ouverture probable des négociations entre la Grande-Bretagne et la Communauté donne à la situation un caractère provisoire. »

Discours de New York (2 mars 1970)

Le système monétaire international

« Il faut regarder vers l'avenir ; il faut voir comment on pourra rétablir un système monétaire accepté par tous, et comment on pourra faire que l'Europe sorte de cette crise renforcée dans son unité et dans sa présence mondiale.

Sur le système monétaire international, vous ne vous étonnez pas, si j'en prends une approche plus pratique que théorique. Un tel système doit tenir compte de la situation actuelle, des intérêts fondamentaux de tous, des rapports de puissance économique, de l'indispensable liberté des échanges internationaux, et aussi du rôle et de l'intérêt des États sous-développés qui, par la structure de leur économie et par la déficience de leur système monétaire et bancaire, sont les premiers victimes du désordre monétaire. [...]

Je crois donc qu'il vaut mieux pour l'instant colmater quelques brèches, mettre un peu de concertation dans le désordre général, et rechercher à loisir les modalités d'un règlement final tout en n'oubliant pas que si le temps est galant homme, il peut aussi rendre les problèmes plus difficiles. Ne serait-ce que parce que les sacrifices que les États-Unis désirent demander à un certain nombre de pays – si la crise actuelle conduisait à une récession économique générale – eh bien ! ces pays se trouveraient hors d'état de les consentir.

Que sera le système final ? Je n'en sais rien, mais la France a sur ce point un certain nombre d'idées, de principes auxquels elle reste fermement attachée. Il n'y a pas de système monétaire international valable sans parités fixes. Il n'y a de parités fixes que par rapport à quelque chose qui échappe aux manipulations de l'un ou de tous, c'est-à-dire l'or.

Que pour la création des liquidités nécessaires, on ait recours au crédit ou à quelque chose qui ressemblerait aux droits de tirage spéciaux, peu importe dès lors toutefois que ces droits de tirage spéciaux seraient gagés sur l'or convertible au moins partiellement, en or et émis sous le contrôle et par le Fonds Monétaire International, et un Fonds Monétaire International dégagé de toute influence unilatérale.

Il faut ensuite que toutes les monnaies soient convertibles, non pas en or – bien sûr, ce serait un rêve – mais entre elles, c'est-à-dire que quiconque a des dollars, par exemple, puisse les échanger en un cours donné et connu contre des marks ou des yens, des francs, des livres et réciproquement.

Il faut que les banques centrales n'acceptent dans leurs réserves que de l'or, des droits de tirage spéciaux et, dans une faible proportion, des monnaies à parité fixe, et encore, en diversifiant cette dernière catégorie de leurs réserves. Et il faut, s'agissant des marges de fluctuation, qu'éventuellement on les élargisse légèrement comme la France l'a accepté à Bruxelles ».

Conférence de presse (23 septembre 1971)

Le choc pétrolier

« M. Cavada – Un des autres grands problèmes, monsieur le Président, actuellement pour l'ensemble des Français – les sondages le prouvent – c'est le pétrole et dans ce domaine, peut-être à cause de quelques déclarations de membres du gouvernement, pas très bien ajustées, certains se demandent si on dit la vérité aux Français en matière de pétrole. Quelle est cette vérité. Va-t-on manquer de pétrole ou n'en manquera-t-on pas dans les six mois ?

Georges Pompidou – [...] Cette vérité, la voici. Tout d'abord, notre politique, l'état de nos stocks, le rythme actuel de nos importations, font que nous sommes à l'abri d'une crise grave dans les prochains mois. C'est un premier point qui a, je crois, de l'importance.

En second lieu, il faut reconnaître que la hausse des prix du pétrole aura une incidence sérieuse sur nos prix intérieurs. Il faut le savoir et il faut s'y préparer.

En troisième lieu, il est exact que, dans une économie qui était basée sur l'échange et sur la liberté du commerce, les raffineries françaises ne produisaient pas toujours tous les produits pétroliers nécessaires à notre consommation. Je prendrai un exemple, le benzène. Nous importons, nous importions une bonne part du benzène de l'étranger, en particulier des États-Unis. Naturellement, la situation actuelle où chacun tend à garder ce qu'il a, fait que cela crée des problèmes et des difficultés dans quelques industries comme, par exemple, les plastiques. C'est vrai. Nous nous préparons à trouver des solutions et des contre-mesures, mais cela reste, en tout cas, localisé.

En quatrième lieu, il est certain que si la pénurie de pétrole devait se prolonger pendant des mois et des années, tous les pays finiraient par en subir les conséquences, directes ou indirectes, et que, par conséquent, le devoir du gouvernement est de se préparer à prendre, le cas échéant, des mesures sérieuses, des mesures graves. Il s'y prépare. Il n'est pas dit qu'il les prendra et il n'a besoin, en tout cas, de personne pour l'inciter à les prendre. Néanmoins, nous avons nommé un Délégué Générale à l'Énergie. Nous avons pris un certain nombre de textes qui nous donnent les moyens d'intervenir. »

Entretien avec un journaliste de l'ORTF (20 décembre 1973)

Questions internationales

La dissuasion nucléaire

« Question – Dans le monde des fusées, quelle sera, en l'an 2000, la place de la France traditionnelle des arts, des armes et des lois ?

Georges Pompidou – Quand du Bellay dit « France, mère des arts, des armes et des lois », il entend, par les arts, aussi bien ce que nous appelons arts que les lettres et que les sciences. La France a toujours été un pays de savants. Faute de moyens elle a décliné après 1918, en cela comme en tout. Il me semble que la situation se modifie. Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas être absents du « monde des fusées ».

*Question – Comment se présente, en 1968, le problème de l'indépendance nationale ?
Que signifie la défense « à tous azimuths » ?*

Georges Pompidou – Être indépendant, c'est pouvoir décider librement de sa politique et de ses actes. C'est ainsi qu'ont vécu jusqu'à nos jours tous les peuples libres, petits ou grands, y compris au sein de leurs alliances. Plus il y a de prétendants à l'hégémonie et plus ils sont puissants, plus le problème devient difficile, mais nullement impossible, de plus faibles que nous en font tous les jours la démonstration.

Quant à la défense « tous azimuths », cela veut dire simplement qu'il faut se doter des moyens de défense les plus efficaces et les plus puissants possibles, à toute éventualité, et ne serait-ce que pour peser d'un plus grand poids aux yeux de nos alliés. Et puis, savons-nous ce que sera la carte du monde dans 25 ans ? Or les programmes militaires modernes n'ont de valeur qu'à long terme tant il s'écoule de délais entre la conception et la mise en œuvre de moyens opérationnels. On parle beaucoup de prospective. Croyez-moi, c'est en matière de défense qu'elle est le plus nécessaire, et le plus difficile. »

Interview à Paris-Match (2 janvier 1968)

L'aide au développement

« Il y a autour de nous des continents entiers où le sous-développement entretient la misère. Nous n'avons pas de devoir plus impérieux que de les aider à progresser sans chercher à les soumettre : la décolonisation doit s'accompagner d'une coopération active par laquelle les plus riches apportent leur concours aux plus démunis sans empiéter sans leur indépendance. La pauvreté est fière. Respectons-la comme telle, mais aidons-la. »

Discours au Congrès américain (25 février 1970)

« Il y a la pauvreté des autres, je veux dire de cet immense monde du sous-développement dans lequel des millions d'hommes se débattent quotidiennement pour ne pas mourir de faim. Pour nous, à qui l'on a appris que tous les hommes naissent égaux, quelle que soit leur race, leur couleur, leur origine sociale, il n'y a pas d'obligation morale plus évidente et plus pressante que d'apporter aux peuples démunis une aide accrue et efficace. La France, par suite de ses liens anciens avec beaucoup de ces pays, et, je crois pouvoir le dire, par vocation naturelle, est à l'heure actuelle le pays qui consacre la part la plus élevée de son revenu national à ce que je considère comme un devoir de stricte humanité.

J'ai l'intention dans les années qui viennent et au fur et à mesure que notre propre développement économique le permettra, d'accentuer cet effort. Je sais que ceci est au premier plan des préoccupations de votre gouvernement et je ne m'en réjouis d'autant plus que vos moyens sont immenses. Car, ne nous y trompons pas, la lutte contre le sous-développement n'est pas seulement une obligation morale ; elle répond également à l'intérêt véritable de l'humanité tout entière. Faute de quoi, le jour viendrait de l'affrontement entre la richesse et la pauvreté. »

Discours de San Francisco (27 février 1970)

L'Europe de l'Est

« Nous croyons [...] que le temps travaille pour nous, parce que les peuples soumis au régime communiste, petit à petit – et cela a commencé – s'éveilleront au besoin de vie plus confortable d'abord, au besoin de liberté d'esprit ensuite, au besoin de liberté politique enfin, et que le régime communiste reculera au fur et à mesure que les peuples qu'il domine prendront conscience de leur véritable intérêt et de ce qui est l'avenir de l'humanité. »

Dîner de l'American Club (24 février 1964)

La construction européenne

« J'accepte l'Europe comme objectif. Mais elle n'existera pas sans les cultures, les habitudes, les langues, les passions de l'Allemagne, de l'Italie de la France, etc. Ce vers quoi nous tendons c'est si vous voulez vers une confédération animée par un esprit commun, par une volonté commune de construire une civilisation différente de celles qui existent autour de Washington ou de Moscou. »

Interview à l'Express (4 septembre 1967)

« Ces transformations s'imposent d'autant plus que nous sommes entrés, sans possibilité de retour, dans la redoutable voie de la concurrence internationale, et d'abord au sein de la Communauté Européenne. Comment ne pas parler de l'Europe, ici à Strasbourg ? À des époques récentes et qui déjà apparaissent incroyablement lointaines, on a eu parfois de l'Europe une vision idyllique, où les peuples confondus prospéraient en paix sous l'autorité de sages, étrangers à toutes préoccupations nationales.

Mais voici que les réalités se sont dressées. La République fédérale, notre voisin immédiat, démontre avec éclat sa grande capacité économique et rappelle à tous l'existence de la nation allemande. Quant à la Grande-Bretagne, à qui tant de souvenirs nous unissent, au moment même où elle réaffirme son désir de voir s'ouvrir les portes de la Communauté, son nouveau Premier ministre se donne pour objectif prioritaire l'unité de sa nation.

De quelle Europe peut-il dès lors s'agir, sinon d'une Europe groupant des États souverains, qui acceptent librement d'abaisser les barrières qui les séparent, d'harmoniser progressivement leurs politiques agricoles, monétaires, industrielles, sociales, pour avancer avec réalisme, c'est-à-dire avec précaution et par degrés, vers une union qui, lorsqu'elle sera suffisamment entrée dans les faits et dans les esprits, mais alors seulement, pourra avoir sa propre politique, sa propre indépendance, son propre rôle dans le monde ? L'Europe se fera dans le respect de la personnalité des États qui en feront partie ou ne se fera pas. L'Europe ne se fera d'ailleurs que si elle entretient des rapports étroits et amicaux avec tous les pays et en particulier avec l'est de notre continent, c'est-à-dire si elle n'apparaît pas comme un bloc mais comme un instrument puissant de liaison, de détente et de coopération. La tâche est rude et longue. Nier les difficultés ou prétendre les ignorer conduirait à coup sûr à l'échec. Mais c'est pour notre vieux continent une possibilité exceptionnelle de réaffirmer son existence, de fonder sa sécurité, de recréer sa propre et originale civilisation en l'adaptant à notre temps.

Voilà l'ambitieuse entreprise dans laquelle nous sommes engagés, à laquelle la Conférence de La Haye a donné un nouvel élan et qui nous contraint à un grand effort national si nous voulons y avoir notre place et notre rang, sauvegarder les intérêts de notre peuple et travailler pour la paix. Rappelons-nous toujours que c'est en nous montrant Français que nous sommes Européens. Seule une France forte permettra à l'Europe de trouver son équilibre. Seule une France forte lui permettra de marquer son indépendance. Seule une France forte lui permettra d'être admise par tous. »

Discours à Strasbourg (27 juin 1970)

L'union économique et monétaire de l'Europe

Concevoir une union monétaire européenne n'est pas un rêve, mais une idée juste et qui se révélera nécessaire si l'Europe progresse. Mais pour qu'elle soit possible, il faudrait que tous les pays européens prennent conscience de l'urgence d'une position concertée vis-à-vis du système monétaire international. Dans les conversations privées et parfois, ces dernières années, dans des conférences gouvernementales il semble que cette prise de conscience se soit exprimée. Mais en période de crise il semble aussi que les volontés fléchissent.

J'accorde que les questions posées sont difficiles, mais quelles que soient les positions de principe, qui ne voit que l'Europe et d'abord l'Europe des Six se doit d'avoir en ces matières une attitude commune ? Là est sans doute un des aspects essentiels d'une politique européenne.

L'union douanière, si elle débouche sur l'union monétaire, créera l'union politique. Mais, et c'est bien à qu'est la difficulté, il faut, au départ, une volonté qui ne peut être elle aussi que politique. Existe-t-elle ? L'avenir vous le dira.

Interview à La Croix (27 mars 1967)

La société moderne

Le rôle de la presse

« Je ne crois absolument pas que la radio et la télévision soient de façon durable nuisibles à la presse, au contraire. Bien sûr, dans le monde actuel, la nouvelle, la nouvelle instantanée, la nouvelle brutale, n'appartient plus au journal ; elle appartient à la radio ou à la télévision. Mais il me semble que cette nouvelle diffusée instantanément par les ondes, crée précisément chez tous les hommes le désir de connaître ce qui s'est passé plus en détail, le désir d'avoir des commentaires, des explications, et qu'en fin de compte la radio ou la télévision créent précisément le besoin du journal. »

Dîner de la presse française (16 avril 1964)

L'avenir de l'enseignement supérieur

« La réforme de l'Université devra tenir compte de l'emploi. On ne peut pas s'amuser à former des milliers de licenciés ès lettres s'il n'y a pas de places, d'emplois pour eux. Je n'ai rien contre eux, je le suis d'ailleurs moi-même, mais je veux dire qu'il faut adapter l'enseignement aux besoins de la société.

Cela ne signifie pas qu'il faille dire : nous ferons cette année tant de licenciés ès lettres, tant de licenciés en droit, tant de licenciés en physique, tant de licenciés en mathématiques et puis c'est tout... Nous ne sommes pas un pays totalitaire. Je ne suis pas pour une méthode de cet ordre et d'ailleurs, dans ces chiffres, on se trompe toujours, les prévisions sont toujours fausses. Mais il faut tout de même une certaine proportion. Il faut non seulement que l'enseignement accepte d'ouvrir les yeux sur lui-même et de se réformer, mais d'ouvrir les yeux sur le monde extérieur, de s'adapter, de se mettre en harmonie avec lui. »

Interview de Georges Pompidou sur RTL (28 juin 1968)

La jeunesse

« Les jeunes, je crois, ce n'est pas tellement d'espoir dont ils ont besoin, c'est d'activité, d'une part, et c'est d'idéal, d'autre part. Ce qui n'est pas la même chose que l'espoir. Ils ont besoin de se consacrer à quelque chose, de croire à quelque chose.

Je pense que les dernières années ont fait qu'une certaine philosophie de l'absurde, vous vous en souvenez, après la guerre, une certaine philosophie du désespoir, une certaine philosophie de la destruction, de la critique de la société moderne sans rien mettre à la place, toutes ces philosophies ont en quelque sorte conduit une partie de la jeunesse à croire qu'il n'y avait rien qui vaille la peine de se battre, sinon la bataille pour elle-même. D'où cette espèce de frénésie qui menait les gens sur les barricades, derrière le drapeau noir souvent, qui signifiait, selon moi, qu'il n'y a pas de drapeau. Vous comprenez ce que je veux dire. Ce qui m'a frappé, c'est au contraire que beaucoup dans cette jeunesse souhaitent retrouver quelque chose qui vaille la peine de vivre, qui vaille la peine de travailler, qui vaille la peine de se donner du mal, qui vaille la peine au besoin de se battre. C'est cela qui sera le plus difficile.

Car, pour ce qui est de l'espoir, je ne suis pas de l'avis d'André Malraux, pour une fois. La jeunesse a toujours un espoir, c'est l'espoir de vivre, et c'est énorme. Elle l'a en elle-même, elle l'a profondément et inconsciemment. Ce qu'il lui faut, c'est un but à cette vie, un but à cette

force qui est en elle, un but à cette espèce d'énergie qu'elle sent en elle-même. Et ce qui sera important, en effet, c'est de redonner du prix à certaines valeurs et, peut-être, de trouver des valeurs nouvelles.

Je crois que la France est assez bien placée pour donner justement à une société nouvelle, que j'appellerai « nouvel humanisme », la valeur qui pourrait entraîner la jeunesse. Le malheur, c'est qu'en pareil cas la philosophie est toujours un peu une philosophie de raison et que la jeunesse écoute relativement difficilement la voix de la raison. Mais peut-être tout le problème consistera-t-il à lui montrer que l'idéal peut être raisonnable et que la raison peut être idéaliste. »

Interview sur Europe 1 (24 juin 1968)

« Autre question : ce mal est-il propre à la jeunesse d'aujourd'hui ? Là encore, je ne le crois pas. Dans toutes les périodes de mutation technique, sociale ou politique, la jeunesse a été envahie par ce que l'on a appelé à l'époque romantique le mal du siècle. C'est vrai à la fin du XV^e et au début du XVI^e, à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e et c'est, en effet, vrai aujourd'hui. Dans un monde traversé de courants profonds et obscurs, où tout change à chaque instant, où les cellules sociales traditionnelles se dissolvent, où les croyances ancestrales sont ébranlées, où la vérité semble être partout et nulle part, la jeunesse se sent désorientée et, avide de profiter du présent en même temps qu'inquiète de l'avenir, oscille entre l'appétit de jouissance et le désespoir. C'est particulièrement le fait de la jeunesse étudiante, parce qu'elle en a et le temps et la possibilité matérielle. La jeunesse ouvrière s'occupe de gagner son pain et ceci explique le fossé qui s'est ouvert tout à coup en France, par exemple, lors des événements de mai 1968 entre les étudiants et les ouvriers. Mais là encore, l'argument n'est pas décisif : la plupart des initiateurs des grands mouvements révolutionnaires sont nés dans les classes bien pourvues.

Sommes-nous donc en présence d'un vrai mouvement révolutionnaire ou d'un quelconque mal du siècle ? S'il n'y avait que la jeunesse en cause, j'opterais pour la seconde explication. Sa critique en effet reste négative, au point chez beaucoup de ne conduire qu'au néant, à des gestes de destruction, ou d'autodestruction. Plutôt qu'à Karl Marx, ne fait-elle pas penser à Hamlet ? *To die, to sleep... To sleep... perchance, to dream...* Le suicide, ou le meurtre gratuit ou encore le rêve par la drogue... N'est-ce pas ce que nous voyons ?

Faut-il en conclure qu'il suffit de développer la lutte contre le trafic de la drogue, de surveiller de plus près les rassemblements hippies, de raser les barbes, et de réformer l'Université ? Ou encore qu'il n'y a qu'à laisser passer et qu'à une génération qui se croit « née trop tard dans un monde trop vieux » succédera une génération plus vigoureuse et mieux équilibrée ? Je ne le crois absolument pas. Le fait même que nous en parlions aujourd'hui prouve que nous sentons tous là un vrai problème. S'il ne s'agissait que d'une crise de la jeunesse, il n'y aurait, en effet, qu'à laisser l'âge faire son œuvre. Le grave dans cette crise de la jeunesse, c'est qu'elle est ressentie par les adultes comme une crise de la civilisation. Certes, nous avons l'habitude de la société dans laquelle nous vivons, nous en acceptons mieux les contradictions, nous oublions souvent de nous interroger sur les rivages vers lesquels nous entraîne ce que nous appelons le progrès. Mais peut-être, comme le disait Baudelaire, est-ce l'épaississement de notre nature qui seul nous empêche d'apprécier le milieu dans lequel nous respirons. »

Discours de San Francisco (25 février 1970)

La crise de la civilisation occidentale

« Dans l'entassement des grandes agglomérations, l'homme se voit accablé de servitudes et de contraintes de tous ordres qui vont bien au-delà des avantages que lui apportent l'élévation du niveau de vie et les moyens individuels ou collectifs mis à sa disposition. Il est paradoxal de constater que le développement de l'automobile par exemple, dont chacun attend la liberté de ses mouvements, soit traduit en fin de compte par la paralysie de la circulation. Le temps n'est

pas loin où la marche à pied apparaîtra comme le mode de transport le plus sûr et le plus rapide dans nos grandes cités s'il y reste encore des trottoirs ! Dès maintenant, des problèmes analogues commencent à se poser aussi pour l'espace aérien.

Plus graves sans doute que ces problèmes de circulation – encore qu'ils soient pour les hommes et en particulier pour les travailleurs une cause de fatigue physique et nerveuse considérable – plus graves sont les conséquences morales des conditions de vie des villes modernes. Je pense, par exemple, à l'accroissement de la criminalité, en particulier de la délinquance juvénile. La « ville », symbole et centre de toute civilisation humaine, est-elle en train de détruire elle-même et de sécréter une nouvelle barbarie ? Question étrange, mais qu'on ne peut pas s'empêcher de poser, que vous vous posez avec une inquiétude que nous comprenons bien, nous autres Européens dont l'histoire a consisté à faire reculer au profit de la cité l'antique forêt hercynienne et qui, aujourd'hui, devons nous préoccuper de rendre sa place à la forêt.

Voilà quelques-uns des défis à la société moderne, pour reprendre l'expression du Président Nixon, dont nous commençons à prendre conscience et auxquels il importe de faire front. Pour y parvenir, il convient comme toujours de dénombrer les difficultés et de chercher les solutions convenant à chaque cas. Or, face à ce qui n'est, espérons-le, qu'un phénomène de croissance, nous constatons combien l'aménagement des institutions s'effectue avec lenteur par rapport au développement foudroyant des techniques. L'organisation de la société ne s'adapte pas à l'énorme essor et déplacement démographique, qui provoque ces phénomènes « d'encombrement » bien connus des sociologues. Il y a là matière à études et à réformes pour les dirigeants des États comme pour les responsables des grandes villes.

Mais c'est un fait que chaque problème résolu en fait naître d'autres, en général plus difficiles, et que l'homme est amené à remettre en question la croyance à un progrès linéaire selon laquelle chaque succès de la découverte s'ajouterait aux précédents dans une chaîne continue conduisant au bonheur.

Ainsi, au moment même où les savants remportent leurs victoires les plus spectaculaires et les plus exaltantes pour l'esprit, apparaissent les premiers éléments d'un procès de la science. Plus que la science fondamentale dont rien ne peut arrêter le développement, ni contrôler les orientations, c'est de la technologie qui en procède qu'il est possible d'orienter les applications afin de mieux les adapter à l'homme et à son besoin de bonheur. Il faut créer et répandre une sorte de « morale de l'environnement » imposant à l'État, aux collectivités, aux individus, le respect de quelques règles élémentaires fautes desquelles le monde deviendrait irrespirable.

Ce n'est pas un hasard si les États-Unis, pays à la pointe de l'expansion économique et du progrès technique, sont aussi le pays où se manifeste le plus grand intérêt pour les problèmes dits de « conservation ». La protection de l'espace naturel doit être désormais une de nos préoccupations premières.

Il s'ensuit que le rôle des pouvoirs publics ne peut aller qu'en s'étendant, car c'est à eux qu'il revient d'édicter les règles et de prononcer les interdictions. Mais l'application de ces règles ne peut être laissée à la seule discrétion des fonctionnaires ou des techniciens. Dans un domaine dont dépend directement la vie quotidienne des hommes s'imposent plus qu'ailleurs le contrôle des citoyens et leur participation effective à l'aménagement du cadre de leur existence. »

Discours de Chicago (28 février 1970)

« Vous avez d'abord, sans aucun doute, l'accélération du progrès technique et scientifique. C'est le premier fait, qui a des résultats fabuleux, et qu'on ne mesure pas tous, qui a fait d'abord que la terre est devenue une unité ; maintenant, on peut dire que rien de ce qui se passe dans un coin de la planète n'est indifférent à l'autre bout de la planète. Cela le touche plus ou moins, mais cela le touche. Il n'y a plus de *terra incognita*, sur les cartes il n'y a plus rien à découvrir, ce qui est une limitation : alors que le reste est une ouverture et une possibilité d'action, il y a cette limitation, il n'y a plus rien à découvrir sur la terre, ou pas grand chose, en tout cas ce n'est plus que de l'approfondissement...

Réalités – L'espace...

Georges Pompidou – ou l'espace, a priori.

Cela a des conséquences économiques, cela a des conséquences politiques, et cela a même des conséquences pédagogiques [...].

Cela a, d'autre part, des conséquences formidables, en ce sens que les conditions de vie et d'action, de l'action économique, de l'action industrielle, sont continuellement transformées. Je n'insiste pas sur le développement de l'industrie et la transformation évidente du cadre de vie : l'urbanisation, la transformation, le fait que l'homme dépend de l'électricité, etc. plus les pollutions et tout ce que l'on voudra.

En dehors de tout cela, je dirai aussi que cela a une conséquence sur l'homme lui-même, car l'un des thèmes les plus traités c'est qu'un des malaises du monde actuel, c'est au fond que l'homme lui-même n'a pas évolué, alors que le reste évolue. À mon avis, c'est faux. C'est en partie vrai, bien sûr, mais c'est en partie faux aussi [...].

Vous avez aussi, autre changement profond de l'homme, le fait que nous étions, en gros, depuis le XVI^e siècle, depuis Gutenberg, dans une civilisation de l'écrit ; nous sommes en train d'en sortir. Je regrette de vous le dire, à vous dont le métier est d'écrire en grande partie, mais c'est la vérité. La radio, la télévision, donnent à l'oreille et à l'image la prépondérance. [...]

Cela aura des conséquences évidentes, depuis les plus visibles, par exemple l'orthographe – l'orthographe n'existait pas avant l'imprimerie, l'orthographe va disparaître, les gens font de plus en plus de fautes d'orthographe – jusqu'à de moins importantes, par exemple les accents disparaîtront de plus en plus, on parlera de plus en plus naturellement : il y aura encore des speakers à Radio-Toulouse qui maintiendront un certain accent, mais, en gros, les accents vont disparaître... [...]

En même temps, vous avez des enfants et des jeunes gens qui ne sont pas, du point de vue de la capacité de raisonner, d'une formation intellectuelle classique en avance sur celle qu'on avait, qui sont même en retard, mais qui, par contre, ont une connaissance de la vie extraordinairement plus développée, plus étendue que celle qu'on avait à leur âge, d'où à mon avis, je le répète, cette espèce de désarroi actuel de l'enseignement, qui est l'inadaptation complète et des méthodes d'enseignement et même des méthodes intellectuelles entre un corps professoral qui a une formation intellectuelle très étendue, et qui appartient à la civilisation de l'écrit, et une jeunesse qui a une formation intellectuelle très relativement faible, et des connaissances, par contre, de la vie, extrêmement étendues, souvent plus que celles des professeurs, ainsi qu'une capacité d'absorber l'image et le son extraordinairement développée.

Cela entraîne, et devrait entraîner, un bouleversement complet de l'enseignement, bien entendu, mais en dehors de cet aspect un peu technique des choses, cela entraîne la formation d'individus nouveaux, d'hommes nouveaux, sans aucun doute.

Cela se sent très bien. Je vais donner un exemple idiot, mais quand je vois des bandes dessinées, très souvent je ne les comprends pas, alors que je constate que mon fils, et même des enfants de 12 ans comprennent instantanément. Cela prouve bien qu'il y a un changement profond dans l'intelligence des gens, dans le fond même de l'intelligence.

Reste à savoir si le changement moral, lui, a suivi. Pour l'instant, à mon avis, il a surtout suivi sous la forme destructrice, c'est-à-dire que beaucoup de croyances sont effondrées, ou sont mises en cause, ou sont en tout cas discutées. L'aspect religieux est évident, l'irréligion a été pendant des siècles l'apanage de quelques individus, d'une société très restreinte en tout cas, même dans ses périodes les plus florissantes, de nos jours c'est quelque chose qui tend à se répandre partout. C'est là probablement l'aspect le plus préoccupant de la suite, pour ceux en tout cas qui pensent que l'homme a besoin de croire à quelque chose qui le dépasse, et qui ne soit pas simplement la conscience de classe. Si l'on croit à cela, il y a évidemment à l'heure actuelle un trou qui est ouvert, et qui, pour l'instant, a du mal à se combler. »

Interview au magazine Réalités (14 avril 1970)

Individu et société

« Toute l'évolution de la civilisation occidentale depuis deux siècles a tendu à exalter et à libérer l'individu. Même si les forces naturelles se rappellent parfois à l'homme avec le sombre éclat de la tragédie, le progrès scientifique et technique l'a dans une large mesure libéré des contraintes physiques dûes à son impuissance millénaire face à des phénomènes qu'il ne pouvait que subir. Ce progrès a également réduit les contraintes physiologiques, grâce aux découvertes de la médecine et de la chirurgie. Il a fourni des instruments qui allègent considérablement l'exercice des métiers. Il a permis la production des biens indispensables à la vie dans des conditions qui permettent d'éliminer les formes extrêmes du dénuement : dans les pays développés dont je parle ici, on ne meurt plus de faim ni de froid. Tout cela nous paraît naturel, mais tout cela est récent et sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

La conséquence en est que, moins menacé, l'homme s'est senti moins solidaire. Pour se défendre contre l'agression sous toutes ses formes, contre la famine, contre les invasions ou les épidémies, l'homme du Moyen-Âge cherchait en premier lieu à s'unir. [...] Sur les pas du progrès technique qui éliminait les motifs de cette solidarité, l'homme moderne a prétendu vivre sa vie par ses propres moyens. [...]

Or, la civilisation moderne, conçue pour donner à l'individu toutes ses chances, l'enserme de toutes parts dans de pesantes contraintes. J'en vois une image symbolique dans le développement de l'automobile qui devait assurer la liberté du déplacement individuel et qui devient dans nos agglomérations un facteur de paralysie généralisée. Au volant de sa voiture, le citadin se découvre à la fois isolé et prisonnier. Du fait de la concentration urbaine, de l'habitat collectif, des transports en commun, des congés eux-mêmes, la vie de l'homme se déroule sous le double signe de la promiscuité et de la solitude.

Comment, dès lors, n'y aurait-il pas réaction instinctive pour échapper à cette conjonction ? L'enfer, c'est les autres, dit l'un. L'enfer, c'est la solitude, dit un autre. Ainsi s'expliquent le retour à la nature, le besoin de fuir la ville, dont la vogue de la résidence secondaire constitue l'aspect le plus banal. Ainsi s'explique, en sens inverse, le besoin de retrouver ce que j'appellerai la notion du « prochain » et des formes de vie où les individus ne soient pas simplement agglomérés. »

Discours devant l'Union des associations familiales (5 décembre 1970)

La langue française

« “Les empires de demain seront les empires de l'esprit”, disait Winston Churchill. Or, l'abolition des distances et l'interdépendance de toutes les nations font que les empires de l'esprit seront aux dimensions du monde, présents sur tous les continents, ou ne seront pas. Demain les langues parlées par cinquante ou cent millions d'hommes seront ravalées au rang de langues régionales, faute d'une universalité suffisante. Et chacun sait que le français n'est pas le mieux placé parmi les quatre ou cinq langues qui peuvent prétendre à une certaine universalité: il est pas sûr même, notamment pour des raisons de démographie, que le temps joue en notre faveur. D'où la nécessité de voir grand, et de faire vite. »

*Discours au Haut comité pour la défense et l'expansion de la langue française
(29 juin 1966)*

La France de demain

« Nous devons développer avec hardiesse et acharnement notre puissance économique, c'est-à-dire en premier lieu notre capacité industrielle. Nous devons sauvegarder et améliorer les conditions de vie des Français, non seulement par la construction d'un meilleur ordre social mais par une politique résolue de l'aménagement du territoire et de l'environnement, qu'il s'agisse des conditions d'existence dans les villes, de la transformation du milieu rural ou de la protection de la nature et du combat contre les pollutions. Nous devons enfin mener une politique extérieure tout entière tournée vers le maintien de la paix, pour notre pays, pour l'Europe et pour le monde

et vers la collaboration entre les peuples, qu'il s'agisse de l'union économique qui s'instaure entre les pays de la Communauté européenne ou de la coopération largement entamée avec les pays de l'Est européen.

Dans tous ces domaines notre action est liée. Sous peine de s'effacer de la carte du monde, la France ne peut adhérer à l'Europe qu'en augmentant son propre potentiel économique et humain. Sous peine de vouer notre continent à la destruction, elle doit absolument travailler à faire tomber les barrières entre l'Ouest et l'Est. Sous peine de laisser s'installer un climat de révolte et de désespoir, elle doit instaurer la justice sociale, humaniser les villes et protéger l'admirable cadre de vie que nous ont donné la nature et le travail des siècles. »

Discours de Lyon (30 octobre 1970)

« Tournons-nous maintenant vers l'année qui commence. Voici que je pense aux 845 000 petits Français et petites Françaises qui sont nés en 1970. Chacune de ces naissances présente un acte de foi dans l'avenir. Pour ces enfants, dont la vie d'adulte se déroulera sous le signe de l'an 2 000, nous nous devons de construire une France plus forte, plus prospère et plus juste. Nous nous devons aussi de leur transmettre intactes notre indépendance, notre paix, notre liberté. Pour suivre la politique de rapprochement avec tous les peuples, restaurer chez nous le goût de la discipline collective et l'esprit de tolérance, également indispensables à la survie d'une société libre, voilà aujourd'hui les exigences les plus urgentes.

Si nous savons nous en persuader, alors l'avenir français est chargé d'espérance. Nous ne sommes pas les plus forts mais nous comptons et nous sommes respectés. Nous ne sommes pas les plus riches mais nous sommes parmi les plus heureux. »

Vœux présidentiels (31 décembre 1970)

Le quinquennat

« Le régime présidentiel n'est pas lié obligatoirement à la durée du mandat présidentiel. Sur le régime présidentiel, je me suis souvent exprimé. Notre système actuel est à moitié parlementaire, à moitié présidentiel, et je crois que ce caractère qu'on appelle volontiers bâtard, est très utile, d'abord parce qu'il donne beaucoup de souplesse, qu'il permet en cas de crise beaucoup d'issues, qu'il est une sorte d'équilibre permettant d'assurer la stabilité gouvernementale, malgré l'instabilité de l'opinion qui est propre aux Français. Mais j'ai dit aussi que si l'avenir devait être tel qu'à un moment donné il n'y ait d'autre choix qu'entre le retour au régime d'Assemblée et le régime présidentiel, je préférerais pour ma part le régime présidentiel. Quant à la durée du mandat 7 ans, 5 ans, pensez-vous peut-être que 12 ans ce soit moins décourageant que 14 ? C'est une question difficile d'abord parce qu'à mon sens on ne doit pas lier la durée du mandat présidentiel à la durée du mandat législatif.

On ne doit pas imaginer de faire les deux élections en même temps, faute de quoi le système est paralysé, car s'il y a crise, que se passe-t-il ? Le président dissout l'Assemblée ? Il n'y a plus la coïncidence de date entre les deux ; ou bien il dissout l'Assemblée et il démissionne et alors, vraiment, nous entrons dans la pagaille ; ou bien il démissionne et il laisse l'Assemblée et, de nouveau, il n'y a pas coïncidence.

L'idée de ramener le mandat à cinq ans n'est pas absurde, elle est simplement très difficile à imaginer, à cause précisément de ce problème de chronologie et de la façon dont s'articulerait l'élection présidentielle et l'élection législative et c'est pourquoi je laisse à ceux qui n'ont pas de responsabilité le soin d'émettre des avis et, quant à eux, devant la difficulté du problème, je préfère l'ajourner. »

Conférence de presse (16 mars 1972)

« Dans un régime comme le nôtre, qui est démocratique et libéral, tout le problème est dans l'équilibre des pouvoirs. D'un côté, le pouvoir exécutif, c'est-à-dire le président de la République, le gouvernement, et, de l'autre côté, le pouvoir législatif, le Parlement. Et cet

équilibre est extrêmement fragile. On peut tomber, bien entendu, dans la dictature, mais enfin, nos habitudes françaises font que nous avons plutôt le risque de tomber dans le régime d'assemblée, dont nous avons fait longtemps la triste expérience mais qui est restée dans notre subconscient, n'est-ce, même sans que les intéressés en soient tout à fait certains quelquefois.

Alors, je me suis dit qu'une raison de déséquilibre existait dans la différence de la longueur du mandat du président de la République et de celui des députés. Notez d'ailleurs qu'on a déjà fait un pas en ce sens puisqu'on a fait passer le mandat des députés de quatre à cinq ans.

Je me suis donc dit : dans une assemblée un peu difficile, on trouverait certainement des parlementaires, et peut-être nombreux pour dire au président de la République, à travers son gouvernement : “Écoutez, vous êtes élu pour sept ans, comme autrefois les présidents « soliveau » de la III^e et de la IV^e Républiques, au suffrage universel, il est vrai, mais enfin, tous les sept ans, alors que nous nous soumettons au suffrage populaire tous les cinq ans. Par conséquent, nous sommes plus près du peuple que vous, et donc, c'est nous qui sommes les porteurs de la volonté du pays.”

Et j'ai pensé qu'en mettant les deux mandats sur le même plan, au point de vue de la durée, on supprimait cet argument et que le président de la République pourrait dire : “Mais, comme vous, je me soumetts, ou mon successeur se soumet au suffrage populaire tous les cinq ans et, par conséquent, élu au suffrage universel, moi aussi et, qui est plus est, au suffrage universel à l'échelle nationale, je suis parfaitement l'interprète de la volonté du peuple, au moins autant que vous mêmes et nous devons donc essayer de nous entendre et ne pas nous combattre. Mais, vous ne devez pas essayer de diriger, d'imposer la politique que le président de la République et le gouvernement ont pour mission de définir et de conduire. Vous devez simplement, vous, la contrôler comme le veut la Constitution.”

C'est là ma raison de fond, établir ce véritable équilibre des pouvoirs et faire (je le répète, je ne suis pas en question, je ne me suis pas mis en question) que mes successeurs ne se trouvent pas dans une sorte d'infériorité morale vis-à-vis du Parlement. »

Entretien avec Georges Suffert (24 octobre 1973)